

Présentation

« Le théâtre, tel un microcosme de notre société, reflète et parfois réinvente ce que nous faisons dans le monde extérieur. Ici sont peints avec générosité tous les conflits humains, les contradictions, les ambitions et les rêves. Le monde est un théâtre, l'acteur devient le symbole de l'homme avec toutes ses imperfections et ses fragilités, avec tous ses grands espoirs et ses idéaux¹. »

Les activités théâtrales ont, sur le plan culturel et artistique, un apport remarquable et contribuent à maintenir un dynamisme culturel essentiel à toute communauté. Sur le plan économique, ces activités ont, au Québec, une importance non négligeable. Les revenus générés, les dépenses engendrées ainsi que les activités qui en découlent, sont une source d'activité appréciable pour l'économie québécoise.

Nous présentons dans ce document un portrait économique des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec par l'entremise de ses programmes d'aide financière. Ces programmes visent à soutenir le fonctionnement et le développement des organismes professionnels. Notre objectif est de fournir un ensemble de renseignements aux divers intervenants sociaux et culturels œuvrant dans le secteur du théâtre au Québec, afin de mieux percevoir l'importance de ce secteur et d'exposer les conditions économiques dans lesquelles il se développe.

Les renseignements proviennent des formulaires de demandes de subventions soumis par les organismes qui ont obtenu une aide financière² du Conseil. Cette source de données est intéressante puisqu'elle contient des renseignements sur les revenus et les dépenses ainsi que des indications sur l'emploi et les activités des organismes. Cette analyse ne porte toutefois que sur les organismes de théâtre sans but lucratif subventionnés par le Conseil. Il faut cependant signaler que le nombre d'organismes faisant partie de cette analyse, s'ils ne représentent que 39 % des organismes de théâtre compris dans l'enquête de 1996-1997 de Statistique Canada³, ils réalisent néanmoins 82 % des revenus totaux de tous les organismes de l'enquête fédérale. Les informations colligées ici sont donc intéressantes au plan statistique puisqu'elles représentent une partie très significative de l'activité des organismes de théâtre sans but lucratif.

Nous verrons, sous divers aspects, notamment selon la répartition géographique et la taille des organismes, quelles sont les sources de revenus et les dépenses encourues pour réaliser les activités de l'année 1997-1998 ainsi que le nombre de représentations offertes et le nombre de spectateurs rejoints. Nous regarderons également l'évolution des revenus et des dépenses de 1994-1995 à 1997-1998 ainsi que la situation de l'emploi dans ces organismes, en 1998-1999, selon les catégories et le statut d'emploi.

¹ Finnbogadottir, Vigdis « Plaidoyer pour le théâtre », déclaration pour la Journée mondiale du théâtre in *Le Soleil*, 27 mars 1999, page D 9.

² Nous avons retenu les organismes soutenus sur une base régulière par le Conseil des arts et des lettres du Québec pour les années 1994-1995 à 1997-1998 et ayant obtenu une aide financière en 1998-1999.

³ Statistique Canada, Enquête sur les arts d'interprétation 1996-1997, (87F0003XPE).

Ce portrait statistique fournit des renseignements pertinents qui permettent de démarrer la réflexion. Les possibilités d'analyses que ces renseignements fournissent sont nombreuses. À cet égard, le document devient un outil de base, un instrument important de référence qui permettra aux organismes et aux intervenants du milieu de dégager certaines tendances entourant les activités artistiques du secteur du théâtre au Québec.

Deux annexes complètent ce document et présentent, sous forme de tableaux, des données statistiques détaillées relatives d'une part aux revenus, dépenses et activités des organismes de théâtre pour chacune des années analysées, selon certaines caractéristiques et, d'autre part, à l'emploi dans ces mêmes organismes pour l'année 1998-1999⁴.

⁴ Rappelons que le Conseil s'est engagé à diffuser au milieu artistique l'information qu'il a colligée à partir des renseignements que lui ont communiqués les organismes.

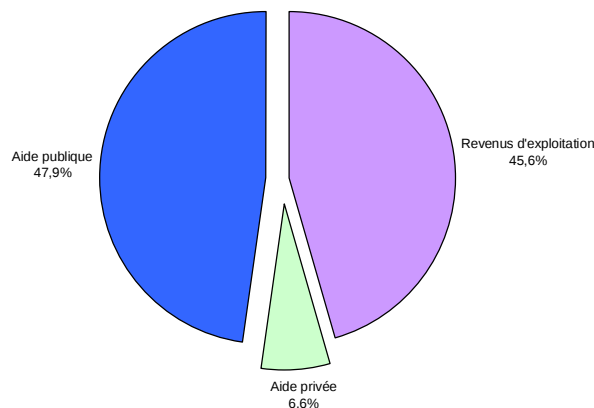
1. La situation financière des organismes de théâtre en 1997-1998

1.1 L'ensemble des organismes de théâtre

En 1997-1998, 62 organismes de théâtre de production étaient soutenus financièrement sur une base régulière par le Conseil des arts et des lettres du Québec. Ces organismes ont enregistré, au cours de cette même année, des revenus totalisant près de 44 millions de dollars et bénéficié d'un appui financier des gouvernements de l'ordre de 21 millions de dollars, soit l'équivalent de 48 % de l'ensemble des revenus. Les revenus d'exploitation s'élèvent à 20 millions de dollars et représentent 46 % des revenus. Ces revenus proviennent, dans une large mesure, des revenus de spectacles (guichets et vente de spectacles) et des revenus provenant des autres activités des organismes (vente de produits promotionnels, ateliers, bars et concessions, etc.). Les revenus provenant du secteur privé, soit des dons, des commandites et des campagnes de souscription comptent pour près de 7 % de tous les revenus et atteignent près de 3 millions de dollars (Graphique I).

Graphique I

Sources des revenus des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998



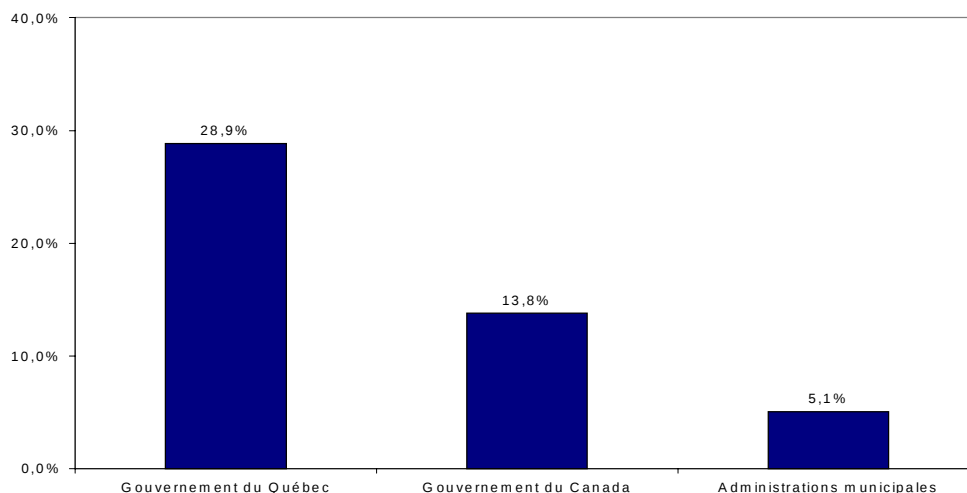
Le revenu moyen par organisme s'élève à 708 712 \$ en 1997-1998⁵. L'aide publique par organisme s'établit à 339 260 \$, tandis que les revenus d'exploitation sont de 322 931 \$ par organisme.

La participation financière du gouvernement du Québec aux revenus des organismes représente 29 % de l'ensemble des revenus, soit un montant de près de 13 millions de dollars (12,7 M\$), celle du gouvernement du Canada équivaut à 14 % (6,1 M\$), tandis que celle des municipalités atteint 5 % (2,2 M\$). Le graphique II illustre cette répartition et indique bien l'importance que l'aide publique occupe dans l'ensemble des revenus des organismes de théâtre.

⁵ Le revenu médian, qui sépare les organismes en deux parties égales, atteint 355 097 \$.

Graphique II

Répartition de l'aide publique aux organismes de théâtre en 1997-1998 selon les niveaux de gouvernements



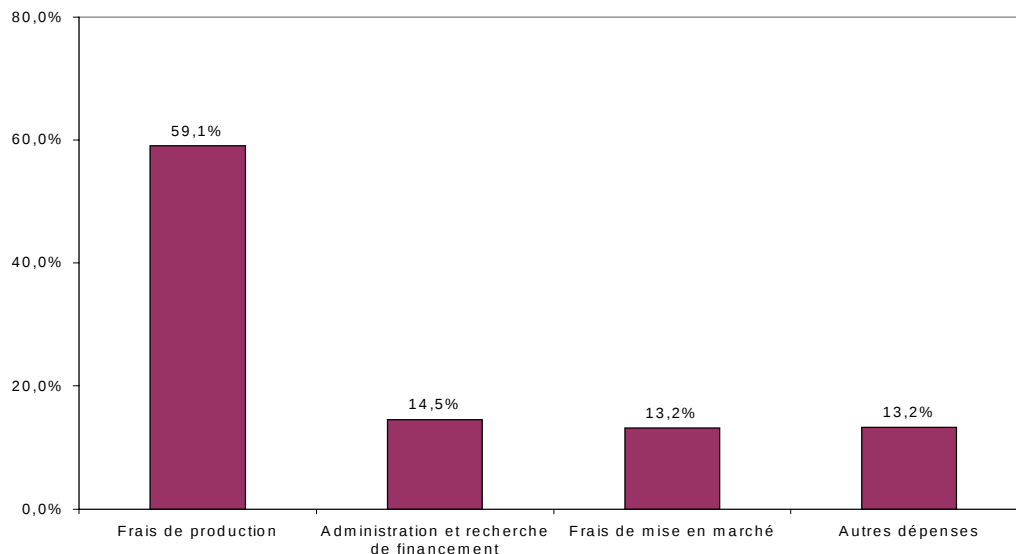
Le gouvernement du Québec octroie 60 % de toute l'aide publique versée aux organismes de théâtre, en 1997-1998, comparativement à 29 % pour le gouvernement fédéral et à 11 % en provenance des administrations municipales. L'aide du gouvernement du Québec est distribuée principalement par l'entremise du Conseil des arts et des lettres du Québec (près de 12 M\$) alors que le soutien fédéral est consenti par le Conseil des Arts du Canada qui alloue la presque totalité de l'aide financière octroyée aux organismes (plus de 5 M\$).

Les dépenses des organismes s'élèvent à 43 millions de dollars et sont constituées à près de 60 % des dépenses liées à la production. Celles-ci regroupent l'ensemble des sommes allouées pour la réalisation des activités théâtrales, soit les frais variables de production (cachets des artistes, location de salles, etc.) et les frais généraux de production (rémunération de la direction artistique et du personnel de production, frais de salles de répétitions, etc.). Les coûts relatifs à l'administration et à la recherche de financement représentent 15 % de l'ensemble des dépenses alors que ceux reliés à la publicité et à la mise en marché des produits artistiques représentent un coût équivalent à 13 %. Les frais de mise en marché regroupent les sommes versées pour assurer la publicité et la promotion des activités des organismes incluant les campagnes d'abonnements (Graphique III).

Les revenus sont légèrement supérieurs aux dépenses, en 1997-1998, pour l'ensemble des organismes, ce qui entraîne un surplus d'exploitation de 907 299 \$ et un surplus accumulé de 680 842 \$. Toutefois, 37 % des organismes (23 organismes) présentent un déficit d'exploitation et 34 % (21 organismes) un déficit accumulé de près de 2 millions de dollars. Il s'agit ici d'un organisme sur trois qui éprouve certaines difficultés financières provoquant une incertitude face à l'avenir. Le déficit accumulé de ces organismes représente 10 % des revenus qu'ils ont réalisés au cours de l'année.

Graphique III

Répartition des dépenses des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998



Les organismes de théâtre ont présenté, au cours de la saison 1997-1998, 5 305 représentations et rejoint un auditoire de près de 1,5 million de personnes dont 23 % d'entre elles lors de représentations offertes à l'extérieur du Québec⁶. L'assistance moyenne à chacune des représentations se chiffre à 279 personnes et les revenus de toutes sources par représentation sont de 8 283 \$. Les frais de production s'élèvent, quant à eux, à près de 4 800 \$ en moyenne par représentation.

Tableau 1

Profil financier et artistique des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998

Profil financier et artistique	1997-1998
Nombre d'organismes	62
Revenus totaux	43 940 139 \$
Dépenses totales	43 032 839 \$
Nombre de représentations	5 305
Assistance payante au Québec	1 131 853
Assistance payante hors Québec	347 479
Assistance totale payante	1 479 332

⁶ Trente-neuf pour cent des organismes mentionnent avoir fait des représentations à l'extérieur du Québec en 1997-1998.

1.2 La répartition géographique des organismes de théâtre

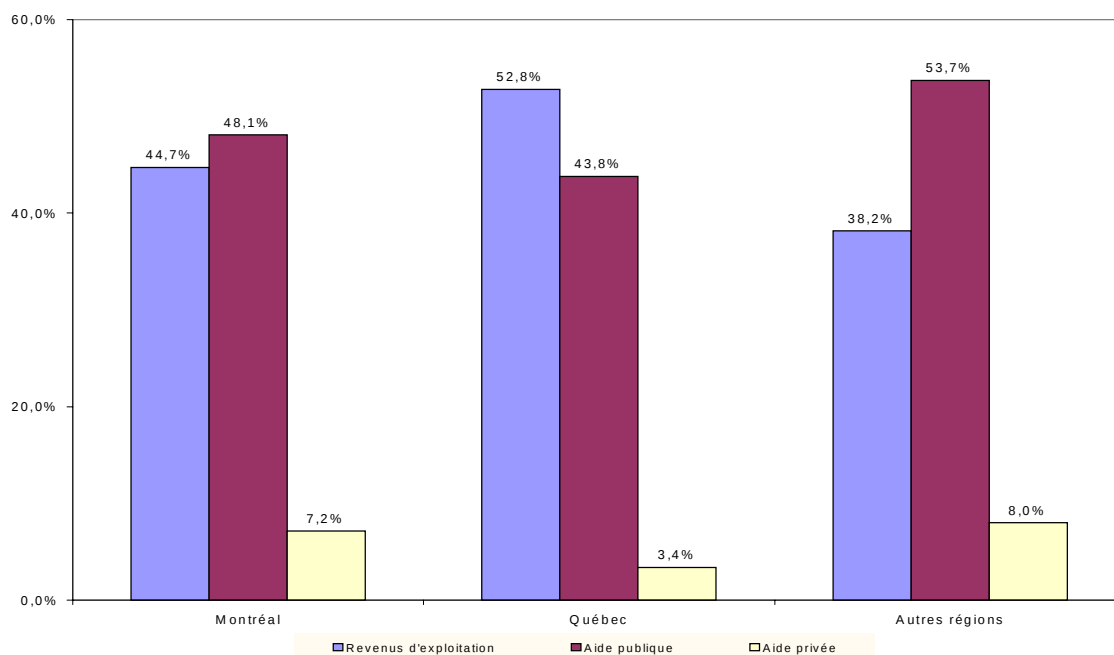
Une forte proportion des organismes de théâtre se retrouve dans la région de Montréal compte tenu de l'importance culturelle, économique et démographique de cette région. Celle-ci regroupe 60 % des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil et recueille 73 % de l'ensemble des revenus en 1997-1998 (32 M\$). L'aide publique accordée aux organismes de Montréal représente 48 % des revenus, tandis que les revenus d'exploitation atteignent 45 % de l'ensemble des revenus.

Pour la région de Québec, les organismes de théâtre ont enregistré des revenus de près de 8 millions de dollars ; 53 % sont des revenus d'exploitation et 44 % proviennent de l'aide publique. Au niveau des autres régions, les organismes ont généré des revenus de l'ordre de 4 millions de dollars, dont 54 % proviennent des différents niveaux de gouvernements et 38 % des revenus d'exploitation.

L'aide privée aux organismes est importante dans les régions autres que Montréal et Québec ; elle atteint 8 % des revenus et est surtout octroyée sous forme d'échanges de services. La contribution du secteur privé représente, par ailleurs, moins de 4 % des revenus pour les organismes de la région de Québec. Le graphique IV résume ces quelques observations.

Graphique IV

Sources des revenus des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998 selon la répartition géographique

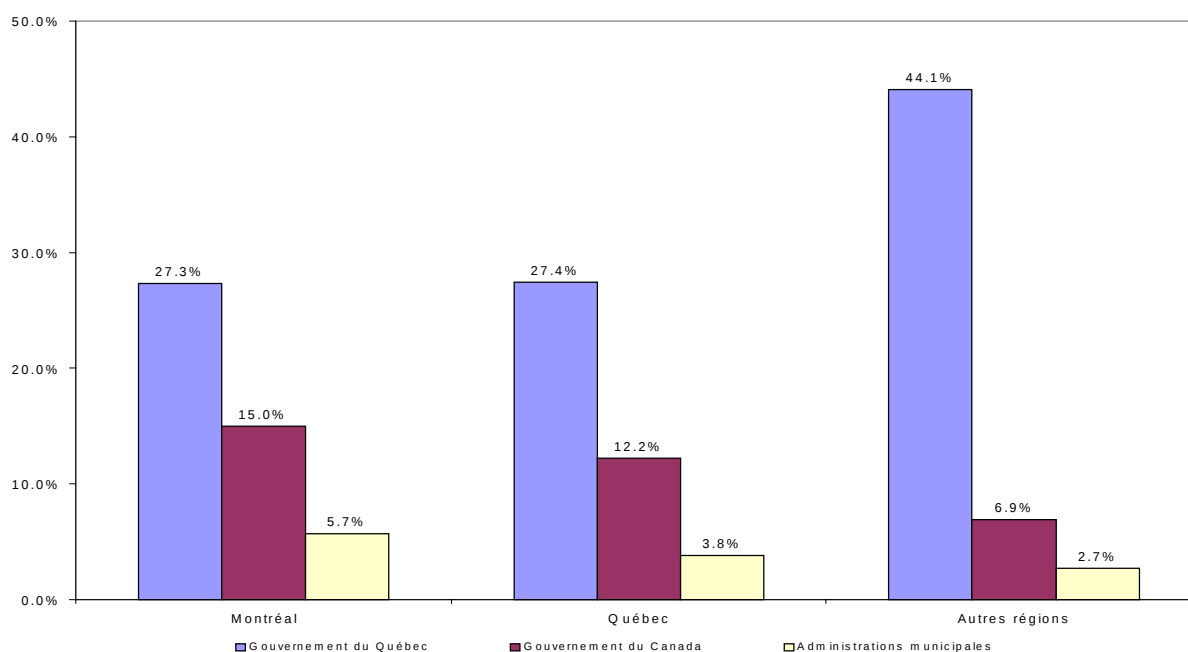


La contribution financière du gouvernement du Québec aux revenus des organismes de théâtre en région est importante. Elle représente 44 % des revenus de ces organismes comparativement à 27 % pour les organismes de Québec et de Montréal. La participation financière du gouvernement fédéral y est toutefois moins importante tout comme celle des administrations municipales, leurs contributions respectives atteignant 7 % et 3 % des revenus de ces organismes.

Ce sont les organismes de Montréal qui bénéficient davantage de l'aide gouvernementale fédérale et des administrations municipales, plus particulièrement celle du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal (CACUM). Les contributions de ces deux paliers de gouvernements atteignent respectivement 15 % et 6 % des revenus dont plus de 5 % proviennent du CACUM (Graphique V).

Graphique V

Répartition de l'aide publique aux organismes de théâtre en 1997-1998 selon les niveaux de gouvernements et la répartition géographique



Au cours de l'année 1997-1998, plus de la moitié des organismes des régions (54 %) présentent un déficit d'exploitation, une proportion supérieure à celle des organismes des régions de Montréal (35 %) et de Québec (25 %). Par contre, le nombre d'organismes présentant un déficit accumulé est nettement moins important dans les régions (16 %) comparativement à ceux de Montréal et de Québec, où respectivement 38 % et 42 % d'entre eux affichent un déficit accumulé.

Les organismes de la région de Québec enregistrent une assistance moyenne par représentation sensiblement comparable à celle de Montréal. Ils accueillent en moyenne 302 personnes par représentation comparativement à 295 pour ceux de Montréal et de 172 pour les organismes en région. C'est également dans la région de Québec que les revenus par représentation sont les plus importants de même que les dépenses de production qui s'élèvent à 6 860 \$ par représentation pour les organismes de Québec, 4 750 \$ pour ceux de Montréal et 2 730 \$ pour ceux des régions.

Tableau 2

Profil financier et artistique des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998 selon la répartition géographique

Profil financier et artistique	Montréal	Québec	Autres régions
Nombre d'organismes	37	12	13
Revenus totaux	31 970 824 \$	7 985 038 \$	3 984 277 \$
Dépenses totales	31 514 212 \$	7 690 566 \$	3 828 061 \$
Nombre de représentations	3 754	815	736
Assistance payante au Québec	831 049	181 477	119 327
Assistance payante hors Québec	275 518	64 601	7 360
Assistance payante totale	1 106 567	246 078	126 687

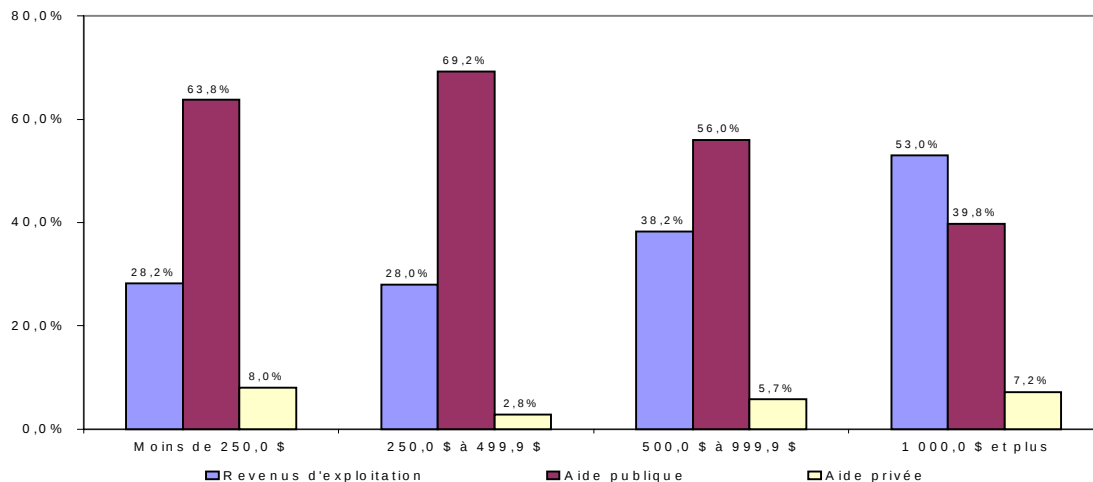
1.3 La taille des organismes de théâtre

Si nous considérons la taille des organismes en fonction de leurs revenus, nous constatons que 60 % des organismes enregistrent des revenus totaux inférieurs à 500 000 \$ annuellement. En dépit de leur grand nombre, ces organismes réalisent moins de 20 % de l'ensemble des revenus générés. Il faut également mentionner le nombre important d'organismes ayant des revenus inférieurs à 250 000 \$ ce qui représente 40 % des organismes en 1997-1998.

On note que la proportion des revenus d'exploitation augmente avec les revenus des organismes et que la part de l'aide publique dans l'ensemble des revenus diminue, quant à elle, avec l'augmentation des revenus. C'est ainsi que pour les organismes dont les revenus sont inférieurs à 250 000 \$, l'aide publique représente 64 % de leurs revenus comparativement à 40 % pour ceux dont les revenus sont supérieurs à 1 million de dollars et que les revenus d'exploitation représentent moins de 30 % des revenus pour le premier groupe par rapport à 53 % pour le second (Graphique VI).

Graphique VI

Sources des revenus des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998 selon la taille des organismes (en milliers de dollars)



En somme, plus les revenus augmentent, moins importante est la part de l'aide publique dans les revenus des organismes et plus grande est celle des revenus d'exploitation. Pour les organismes dont les revenus sont inférieurs à 1 million de dollars (79 % des organismes), l'importance de l'aide publique est toutefois supérieure à celle des revenus d'exploitation.

En 1997-1998, c'est parmi les organismes dont les revenus sont supérieurs à 1 million de dollars qu'est enregistrée la proportion la plus importante d'organismes présentant des déficits. Plus de 38 % des organismes de cette taille affichent un déficit d'exploitation pour l'année et 54 % un déficit accumulé. Pour les autres groupes ayant des revenus inférieurs à 1 million de dollars, cette proportion dépasse rarement 33 % des organismes, hormis ceux dont les revenus ne dépassent pas 250 000 \$ où 48 % des organismes présentent un déficit d'exploitation.

Signalons que l'assistance moyenne par représentation s'accroît avec les revenus ; ainsi plus les revenus des organismes augmentent, plus l'auditoire à chacune des représentations offertes tend à augmenter. L'assistance moyenne annuelle passe de 162 personnes en moyenne par représentation pour les organismes dont les revenus sont inférieurs à 250 000 \$, à 373 personnes par représentation pour les organismes ayant des revenus supérieurs à 1 million de dollars. Il faut par contre mentionner que ces derniers se produisent dans des salles de plus grande importance comparativement aux organismes de plus petite taille.

Les coûts de production par représentation sont également plus importants avec l'augmentation des revenus des organismes. Ces coûts varient de 2 175 \$ par représentation à plus de 8 650 \$.

Tableau 3

Profil financier et artistique des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998 selon la taille des organismes

Profil financier et artistique	Moins de 250 000 \$	250 000 \$ à 499 999 \$	500 000 \$ à 999 999 \$	1 000 000 \$ et plus
Nombre d'organismes	25	12	12	13
Revenus totaux	4 004 468 \$	4 340 595 \$	8 085 407 \$	27 509 669 \$
Dépenses totales	3 913 277 \$	4 237 724 \$	7 843 568 \$	27 038 270 \$
Nombre de représentations	1 165	1 085	1 178	1 877
Assistance payante au Québec	179 569	221 169	219 701	511 414
Assistance payante hors Québec	9 471	37 455	110 919	189 634
Assistance payante totale	189 040	258 624	330 620	701 048

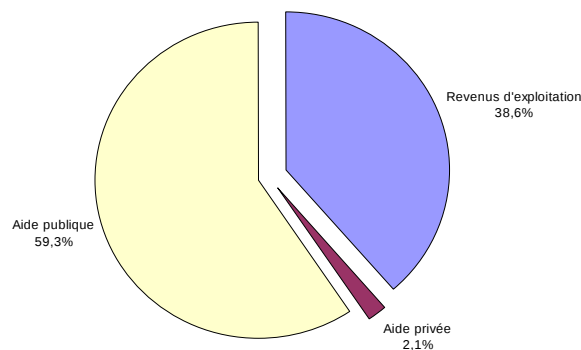
1.4 Les organismes de théâtre pour l'enfance et la jeunesse

Le théâtre pour l'enfance et la jeunesse regroupe des organismes qui s'adressent principalement aux jeunes de 3 à 17 ans. Tous ces organismes ont comme particularité de vendre leurs spectacles à un intermédiaire, qu'il s'agisse d'une école, d'un service de loisirs ou d'un diffuseur. Ces organismes sont des compagnies de tournées qui, chaque année, font le tour de leur région ou du Québec avec une production différente. En 1997-1998, le Conseil soutient 17 de ces organismes (27 % des compagnies de théâtre subventionnées). Ils ont généré des revenus de près de 8 millions de dollars, soit 18 % de l'ensemble des revenus des organismes de théâtre.

Une proportion importante des revenus des organismes pour l'enfance et la jeunesse provient des différents gouvernements. En effet, l'aide publique représente 59 % de tous les revenus. Rappelons qu'au niveau de l'ensemble des organismes, cette proportion est de 48 %. Les revenus d'exploitation représentent quant à eux 39 % de l'ensemble des revenus et l'aide privée, près de 2 % (Graphique VII).

Graphique VII

Sources des revenus des organismes de théâtre pour l'enfance et la jeunesse subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998



Soulignons que la contribution du gouvernement du Québec représente 37 % de l'ensemble des revenus, celle du gouvernement du Canada 17 %, et qu'une proportion importante de ces organismes (35 %) présente un déficit d'exploitation et un déficit accumulé en 1997-1998. Ces déficits ne sont toutefois que de 45 222 \$ et de 66 703 \$ respectivement pour l'ensemble des organismes, soit un déficit moyen de 7 537 \$ et de 11 117 \$ par organisme.

Les organismes pour l'enfance et la jeunesse ont offert 2 038 représentations (40 % de toutes les représentations des organismes) au cours de la saison 1997-1998 devant plus de 551 000 personnes (37 % de l'ensemble des spectateurs). Ils ont accueilli en moyenne 270 personnes à chacune de leurs représentations. Près de 65 % des organismes ont présenté des spectacles à l'extérieur du Québec au cours de l'année devant plus de 120 000 personnes, soit 26 % de l'ensemble des spectateurs.

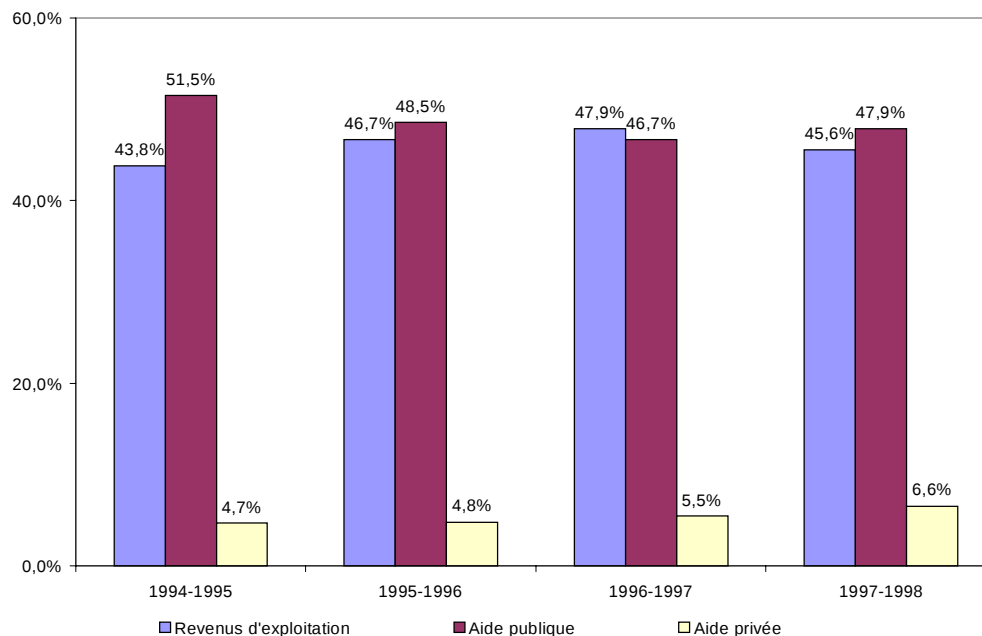
2. L'évolution des revenus, des dépenses et des activités des organismes de théâtre de 1994-1995 à 1997-1998

2.1 Les revenus des organismes de théâtre

En 1997-1998, le Conseil soutient sur une base régulière huit (8) organismes de théâtre de plus qu'en 1994-1995⁷, soit une augmentation de 15 % du nombre des organismes subventionnés qui s'accompagne d'une hausse de 25 % de tous les revenus. Au cours de cette période, les revenus d'exploitation ont augmenté de 30 % et l'aide publique de 16 %. Des augmentations qui se sont traduites par une participation différente aux revenus des organismes laissant une part légèrement plus grande aux revenus d'exploitation des organismes et une portion moins importante pour les revenus provenant des administrations publiques. En 1994-1995, les revenus d'exploitation représentaient 44 % de tous les revenus alors qu'en 1997-1998, ils atteignent 46 %. De son côté l'aide publique, qui représentait 52 % des revenus au début de la période, équivaut, quatre ans plus tard, à 48 % de l'ensemble des revenus des organismes. Pour sa part, le Conseil a augmenté sa contribution financière de 24 % au cours de cette période (Graphique VIII).

Graphique VIII

Sources des revenus des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec de 1994-1995 à 1997-1998



⁷ Les revenus de ces organismes représentent moins de 4 % de l'ensemble des revenus des organismes en 1997-1998 et s'élèvent à 1 668 735 \$.

Les revenus totaux des organismes de théâtre subventionnés ont ainsi augmenté de 8,9 millions de dollars au cours des quatre dernières années, passant de 35 millions à 44 millions de dollars. Les revenus d'exploitation augmentent de 5 millions de dollars et l'aide publique de 3 millions de dollars. Le gouvernement du Québec a bonifié sa contribution d'un montant additionnel de 2,1 millions de dollars comparativement à 1994-1995⁸. De son côté, le gouvernement du Canada a haussé son appui aux organismes visés par cette étude d'un montant de 660 000 \$. Le soutien du Conseil des Arts du Canada est toutefois plus important en 1997-1998 comparativement à 1994-1995. Le CAC alloue 1 million de plus aux organismes du Québec au cours de cette période, les autres ministères fédéraux ayant quant à eux diminué leur contribution financière aux organismes. Les administrations municipales ont ajouté, pour leur part, un montant additionnel de 145 000 \$ aux sommes déjà consenties.

La proportion de l'aide publique dans les revenus des organismes a diminué dans toutes les régions, laissant une place plus importante aux revenus d'exploitation. À Montréal, celle-ci passe de 52 % des revenus à 48 % entre 1994-1995 et 1997-1998 ; à Québec, de 47 % à 44 % et dans les régions, de 59 % à 54 %.

2.2 Les dépenses des organismes de théâtre

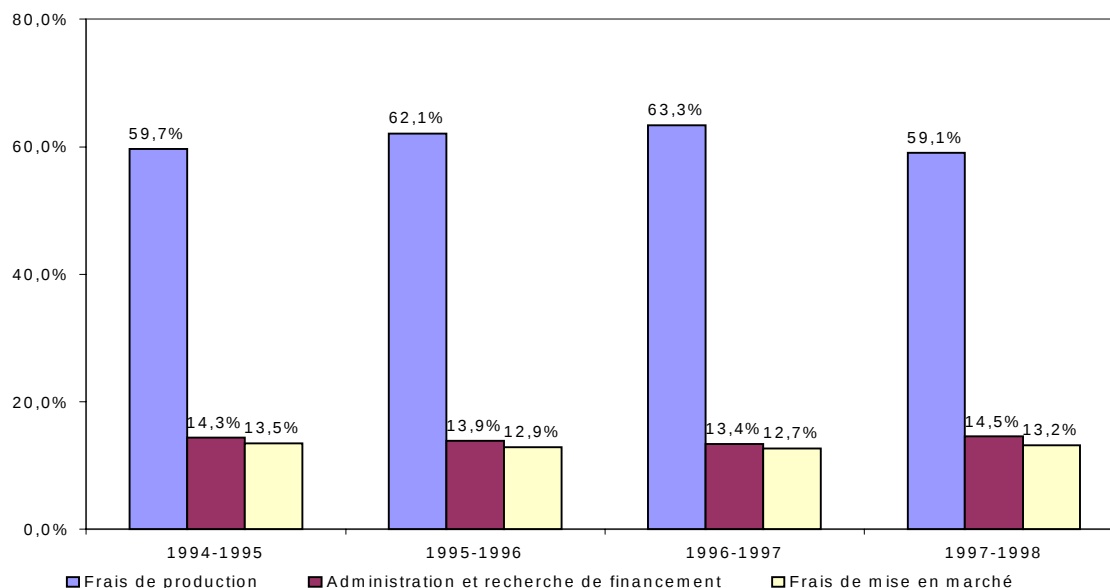
Les dépenses des organismes ont augmenté de 21 % entre 1994-1995 et 1997-1998. En termes proportionnels, les différents postes budgétaires se répartissent sensiblement de la même façon au cours des années, les coûts de production représentant la portion la plus importante de l'ensemble des dépenses, soit 60 %. Les dépenses consacrées à l'administration et à la recherche de financement occupent une proportion identique dans les dépenses puisqu'elles représentent en 1997-1998, 14 % des dépenses tout comme en 1994-1995. Les frais liés à la mise en marché des productions sont également identiques et demeurent stationnaires à 13 %.

Globalement, les organismes de théâtre subventionnés affichent un surplus d'exploitation et un surplus accumulé en 1997-1998, alors qu'en 1994-1995, ce sont un déficit d'exploitation et un déficit accumulé qui étaient enregistrés pour l'ensemble des organismes. Bien que 35 % des organismes présentent un déficit accumulé en 1997-1998, tout comme en 1994-1995, celui-ci est moins important par rapport à leurs revenus. L'importance du déficit accumulé de ces organismes équivaut, en 1997-1998, à 10 % de tous leurs revenus comparativement à 19 % en 1994-1995.

⁸ Ces montants additionnels furent obtenus dans la foulée de la Politique de la diffusion des arts de la scène, 1996.

Graphique IX

Répartition des dépenses des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec de 1994-1995 à 1997-1998



2.3 Les activités des organismes de théâtre

Le nombre de représentations offertes par les organismes de théâtre ainsi que l'assistance à leurs spectacles augmentent au fil des ans. Au cours des dernières années, le nombre de représentations a connu une hausse de 16 %, le nombre de spectateurs de 30 %, alors que le nombre d'organismes soutenus financièrement a augmenté de 15 %. Le nombre de spectateurs par représentation est légèrement plus élevé : il est passé de 249 personnes par représentation à 279, une hausse de 12 % du nombre de personnes à chacune des représentations.

Le nombre moyen de représentations par organisme est plus important. En 1997-1998, les organismes ont offert en moyenne 86 représentations comparativement à 85 en 1994-1995. L'assistance moyenne par organisme est également plus importante et se chiffre à 23 860 personnes comparativement à 21 052 en 1994-1995, soit une augmentation moyenne de 2 808 personnes au cours des dernières années.

Les organismes de théâtre sont de plus en plus présents sur la scène internationale. En 1994-1995, 33 % (18 organismes) des organismes disent offrir des représentations à l'extérieur du Québec ; ce taux est de 39 % en 1997-1998 (24 organismes). Le nombre de spectateurs qui assistent à ces représentations s'élève, en 1997-1998, à près de 350 000 comparativement à 167 000 en 1994-1995.

Les coûts par représentation et par spectateur sont plus élevés en 1997-1998. Les coûts par représentation sont de 8 112 \$ comparativement à 7 782 \$ en 1994-1995, soit une hausse de 4 % au cours des quatre dernières années. Les coûts par spectateur, quant à eux, diminuent de 31,30 \$ à 29,09 \$ durant cette période, une diminution équivalant à 2,21 \$ en moyenne par spectateur.

Par ailleurs, les revenus par représentation ont connu une hausse de 8 %. Ils étaient de 7 686 \$ en 1994-1995 et sont passés à 8 283 \$ en 1997-1998, alors que les revenus par spectateur sont passés de 30,91 \$ à 29,70 \$, soit une diminution moyenne de 4 %.

Tableau 4

Profil financier et artistique des organismes de théâtre subventionnés par le Conseil des arts et des lettres du Québec de 1994-1995 à 1997-1998

Profil financier et artistique	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Nombre d'organismes	54	54	60	62
Revenus totaux	35 140 260 \$	37 831 293 \$	41 195 462 \$	43 940 139 \$
Dépenses totales	35 581 222 \$	37 905 400 \$	40 872 140 \$	43 032 839 \$
Nombre de représentations	4 572	4 678	5 261	5 305
Assistance payante au Québec	969 351	1 061 521	1 021 568	1 131 853
Assistance payante hors Québec	167 437	220 792	317 672	347 479
Assistance totale	1 136 788	1 282 313	1 339 240	1 479 332

3. L'emploi dans les organismes de théâtre en 1998-1999

Dans cette partie, nous présentons une analyse de la situation de l'emploi au sein des compagnies de théâtre soutenues par le Conseil. Les données recueillies concernent la même catégorie d'organismes présentée dans les chapitres précédents, soit les 62 organismes de production en théâtre. Les données sur l'emploi ne couvrent cependant que l'année de référence 1998-1999 et non les années antérieures.

Les renseignements dont nous disposons permettent de dégager un portrait utile et intéressant des conditions de travail du personnel des organismes visés. Ce portrait est cependant partiel car il ne porte que sur quelques-unes des facettes de la situation de ces travailleurs (les salaires, la durée des emplois, etc.) et qu'il n'éclaire que la situation vécue par un travailleur au sein d'un même organisme et non l'ensemble de sa vie professionnelle. Ainsi, la réalité des cumuls de contrats dans plusieurs organismes ou successivement dans un même organisme, tout comme celle du travail mené parallèlement en dehors du secteur artistique, ne sont pas cernées par les données qui suivent, bien qu'elles se dégagent en filigrane.

3.1 La situation de l'emploi dans l'ensemble des organismes de théâtre

En 1998-1999, l'ensemble des organismes de théâtre ont eu à leur emploi 3 761 personnes. Le calcul du nombre d'*équivalents temps complet* (ÉTC) donne une meilleure idée du personnel des organismes. Dans l'ensemble des organismes de théâtre, le nombre d'équivalents temps complet était de 656 (calculé sur une base de 52 semaines par année), ce qui nous donne une moyenne de 12,6 ÉTC par organisme. Il y a donc l'équivalent d'une douzaine de personnes à temps complet dans chaque organisme. Évidemment, il faut se rappeler qu'il s'agit bien d'une moyenne puisque les compagnies de théâtre dont les revenus sont supérieurs à un million de dollars influencent ce nombre à la hausse.

La répartition des fonctions

L'effectif des compagnies de théâtre soutenues par le Conseil est réparti dans diverses catégories : personnel artistique, personnel administratif, personnel de production, etc. Les employés classés parmi le personnel artistique constituent le groupe le plus nombreux lorsqu'on considère l'ensemble du personnel en 1998-1999. On range principalement dans ce groupe les directeurs artistiques, les comédiens, les musiciens, les concepteurs d'éclairage, les scénographes et les créateurs de costumes. Ce sont 2 095 travailleurs qui se retrouvent dans cette catégorie d'emploi, ce qui équivaut à plus de la moitié des employés (55,7 %) des organismes de théâtre. Le deuxième groupe le plus important en nombre est le personnel de production. Sont inclus dans cette catégorie les directeurs de production, les directeurs techniques, les régisseurs et l'équipe de scène qui représentent, en 1998-1999, 1 024 personnes, soit 27,2 % des employés. Chaque autre catégorie de personnel regroupe près de 200 travailleurs : il s'agit du personnel affecté à l'administration (directeurs administratifs, adjoints administratifs, secrétaires, réceptionnistes, comptables), du personnel affecté

à l'accueil et à la gestion des lieux (gérants de salle, préposés au guichet, placeurs). Si l'on transpose le nombre d'emplois en équivalents temps complet, on voit que le personnel artistique demeure le groupe prédominant (avec 268 ÉTC). Cependant, puisque ce dernier groupe travaille souvent sur des contrats de courte durée, les écarts entre cette catégorie de personnel et le personnel administratif (114 ÉTC) sont moins considérables, ce dernier groupe travaillant beaucoup plus souvent sur une base permanente. Le tableau suivant rassemble ces informations.

Tableau 5

Nombre d'employés et nombre d'équivalents temps complet (ÉTC) des organismes de théâtre selon la catégorie d'emploi

Catégorie d'emploi	Nombre	%	ÉTC
Personnel artistique	2 095	55,7	268
Personnel de production	1 024	27,2	117
Personnel administratif	192	5,1	114
Personnel affecté à la mise en marché	195	5,2	71
Personnel affecté aux campagnes de financement	25	0,7	4
Personnel affecté à l'accueil	230	6,1	82
TOTAL	3 761	100,0	656

Le statut des employés

La plupart des organismes ont à leur emploi à la fois des travailleurs occasionnels, des employés permanents et des employés ayant un statut de travailleurs autonomes. Le statut le plus fréquent est celui de travailleur autonome. En effet, parmi l'ensemble du personnel, plus des deux tiers des employés sont des travailleurs autonomes, 21,8 % sont des employés occasionnels et 10 % des employés permanents.

Le statut des travailleurs varie selon la catégorie d'emploi, c'est-à-dire que certains types d'emploi tendent à aller de pair avec un statut plutôt qu'un autre. C'est clairement le cas du personnel artistique dont la majorité, soit 91,2 %, sont des travailleurs autonomes, tandis que seulement 3,8 % sont des employés permanents et 5,0 % sont des employés occasionnels. Chez le personnel administratif, c'est plutôt 65,6 % des employés qui sont permanents, alors que 16,7 % sont occasionnels et 17,7 % sont des travailleurs autonomes. C'est parmi le personnel administratif que le plus grand nombre d'employés permanents se retrouve. De son côté, le personnel de production se répartit à peu près également entre les occasionnels et les travailleurs autonomes (très peu sont permanents). Le personnel rattaché à l'accueil est, quant à lui, fortement concentré au sein du groupe des travailleurs occasionnels (73 % d'entre eux ont ce statut) représentant ainsi la plus forte proportion dans cette catégorie de travailleurs. Le tableau 6 donne un portrait détaillé de cette répartition.

Tableau 6

Répartition des employés des organismes de théâtre selon le statut et la catégorie d'emploi

Catégorie d'emploi	Permanents		Occasionnels		Travailleurs autonomes		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Personnel artistique	79	3,8	106	5,0	1910	91,2	2095
Personnel de production	45	4,4	472	46,1	507	49,5	1024
Personnel administratif	126	65,6	32	16,7	33	17,7	192
Personnel affecté à la mise en marché	80	41,0	38	19,5	77	39,5	195
Personnel affecté aux campagnes de financement	5	20,0	3	12,0	17	68,0	25
Personnel affecté à l'accueil	42	18,3	168	73,0	20	8,7	230
TOTAL	377	10,0	819	21,8	2565	68,2	3761

Les salaires et la durée des emplois

En 1998-1999, les organismes de théâtre subventionnés par le Conseil sur une base régulière ont versé une masse salariale globale de 23,8 millions de dollars à leurs 3 761 travailleurs, ce qui représente un salaire moyen annuel de 6 333 \$ par employé. Le nombre de semaines travaillées par ces personnes étant souvent limité, il faut regarder aussi le salaire hebdomadaire pour avoir un portrait plus juste de leur situation salariale. Le salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble du personnel est de 698 \$. Par ailleurs, le nombre moyen de semaines travaillées par le personnel de l'ensemble des organismes au cours de l'année n'est que de 9 semaines, ce qui donne une idée du nombre de contrats que ces travailleurs doivent cumuler durant l'année dans différents organismes pour avoir un salaire suffisant.

La durée des emplois varie considérablement selon la catégorie d'emploi, ce que le nombre d'équivalents temps complet reflète très bien. Le nombre de semaines travaillées par le personnel affecté au fonctionnement régulier de l'organisme est plus élevé que celui du personnel lié aux productions artistiques proprement dites. Ainsi, en 1998-1999, le personnel artistique a travaillé en moyenne 7 semaines dans un même organisme, tandis que le personnel de production a travaillé 6 semaines seulement. Le personnel administratif, quant à lui, compte le plus grand nombre de semaines travaillées dans un organisme, soit 31 semaines en moyenne. Viennent ensuite les employés qui s'occupent de la mise en marché et ceux qui s'occupent de l'accueil (19 semaines en moyenne dans les deux cas), puis ceux affectés aux campagnes de financement (9 semaines). Le tableau 7 rassemble ces informations.

Le salaire moyen varie selon la catégorie d'emploi. Si l'on considère le salaire annuel, le personnel administratif a le plus haut salaire moyen qui n'atteint pas cependant les 20 000 \$ et ce, pour une moyenne de 31 semaines travaillées durant l'année. Le personnel artistique ne reçoit que 5 149 \$ en moyenne par année. Le nombre moyen de semaines travaillées dans les organismes pour cette

dernière catégorie n'est que de 7 semaines, ce qui explique en partie la faiblesse du salaire annuel. Le personnel de production a, quant à lui, un salaire annuel moyen de 4 797 \$, pour une moyenne de 6 semaines travaillées dans l'organisme. Il est utile de signaler que les écarts entre les catégories sont moins élevés lorsqu'on considère le salaire hebdomadaire moyen, à l'exception des employés à l'accueil dont le salaire est nettement plus bas que celui des autres catégories. Cette situation s'explique peut-être par le fait que ces employés ont très majoritairement le statut de travailleurs occasionnels. Or, on sait que les emplois occasionnels dans les organismes artistiques sont particulièrement tributaires des programmes gouvernementaux d'aide à l'emploi, programmes qui se caractérisent par des conditions salariales avoisinant le salaire minimum légal.

Tableau 7

Salaire moyen des employés et durée moyenne des emplois dans les organismes de théâtre selon la catégorie d'emploi

Catégorie d'emploi	Salaire annuel moyen	Salaire hebdomadaire moyen	Nombre moyen de semaines travaillées
Personnel artistique	5 149 \$	774 \$	7
Personnel de production	4 797 \$	808 \$	6
Personnel administratif	19 884 \$	646 \$	31
Personnel affecté à la mise en marché	12 776 \$	676 \$	19
Personnel affecté aux campagnes de financement	6 789 \$	782 \$	9
Personnel affecté à l'accueil	7 134 \$	382 \$	19
TOTAL	6 333 \$	698 \$	9

3.2 La situation de l'emploi selon la répartition géographique des organismes de théâtre

Sur les 3 761 personnes à l'emploi des compagnies de théâtre en 1998-1999, 2 569 ont travaillé dans la région de Montréal (68,3 %), 721 dans la région de Québec (19,2 %) et 471 (12,5 %) dans les autres régions. Le nombre moyen d'employés par organisme suit la même courbe : il est presque le double à Montréal par rapport aux autres régions (Tableau 8).

Tableau 8

Nombre d'employés dans les organismes de théâtre selon la répartition géographique

Répartition géographique	Nombre	%	Nombre moyen d'employés par organisme
Montréal	2 569	68,3	69
Québec	721	19,2	60
Autres régions	471	12,5	36
TOTAL	3 761	100,0	61

Le salaire moyen des travailleurs des organismes de théâtre varie lui aussi selon la région : il est un peu plus élevé dans la région de Montréal (6 810 \$ par année et 727 \$ par semaine) que dans celle de Québec (respectivement 5 644 \$ et 661 \$) et plus à Québec que dans les autres régions (4 790 \$ et 578 \$). Ici aussi, cette situation s'explique vraisemblablement en partie par la concentration dans la métropole et, dans une moindre mesure dans la capitale, des grands organismes de théâtre, ceux-ci pouvant offrir de meilleurs salaires, comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 9

Salaire moyen et durée moyenne des emplois dans les organismes de théâtre selon la répartition géographique

Répartition géographique	Salaire annuel moyen	Salaire hebdomadaire moyen	Nombre moyen de semaines travaillées
Montréal	6 810 \$	727 \$	9
Québec	5 644 \$	661 \$	9
Autres régions	4 790 \$	578 \$	8
TOTAL	6 333 \$	698 \$	9

3.3 La situation de l'emploi selon la taille des organismes de théâtre

La situation de l'emploi varie évidemment selon les revenus des organismes. La démarcation se fait davantage lorsque le revenu dépasse le million de dollars. Ainsi, le nombre global d'employés comptabilisé dans les organismes dont le revenu se situe sous le million de dollars fluctue entre 515 et 817 personnes au cours de l'année 1998-1999, alors que ceux ayant plus de 1 million de dollars en ont embauché plus du double (1 678 travailleurs). En fait, les 21 % d'organismes ayant des revenus de 1 million de dollars et plus rassemblent à eux seuls 45 % du personnel. En outre, le nombre moyen d'employés par organisme (qui inclut toutes les catégories de travailleurs et ne présume pas de la durée de l'emploi) augmente de façon continue à mesure que les revenus des organismes s'élèvent, comme le démontre le tableau 10.

Tableau 10

Nombre d'employés selon la taille des organismes de théâtre

Taille des organismes	Nombre	%	Nombre moyen d'employés par organisme
Moins de 250 000 \$	751	20,0	30
250 000 \$ à 499 999 \$	515	13,7	43
500 000 \$ à 999 999 \$	817	21,7	68
1 000 000 \$ et plus	1 678	44,6	129
TOTAL	3 761	100,0	61

Le salaire moyen connaît également ce type de progression à mesure que croissent les revenus des organismes et ce, qu'il s'agisse du salaire annuel ou du salaire hebdomadaire (bien que, dans ce cas-ci, il stagne dans les tranches intermédiaires de revenus). Le salaire annuel moyen des travailleurs passe de 3 408 \$ dans les organismes ayant un revenu inférieur à 250 000 \$, à 8 358 \$ dans les organismes dont le revenu est de 1 million de dollars et plus. Les gros organismes versent donc des salaires moyens qui sont passablement plus élevés que ceux accordés dans les organismes plus petits. Il faut souligner cependant que, à tout le moins sur une base annuelle, les salaires restent étonnamment faibles, même dans les plus gros organismes.

Tableau 11

Salaire moyen et durée moyenne des emplois selon la taille des organismes de théâtre

Taille des organismes	Salaire annuel moyen	Salaire hebdomadaire moyen
Moins de 250 000 \$	3 408 \$	506 \$
250 000 à 499 999 \$	5 346 \$	630 \$
500 000 \$ à 999 999 \$	5 485 \$	581 \$
1 000 000 \$ et plus	8 358 \$	826 \$
TOTAL	6 333 \$	698 \$

En résumé

Les activités théâtrales constituent sur le plan culturel et artistique, un apport remarquable en contribuant à maintenir un dynamisme culturel essentiel à toute communauté. Ces activités favorisent l'émergence et l'expression de la création québécoise, traditionnelle ou novatrice, et la rencontre immédiate de l'artiste et du public.

Sur le plan économique, les activités théâtrales au Québec ont une importance non négligeable. Les revenus générés, les dépenses engendrées ainsi que les activités qui en découlent sont une source d'activité appréciable pour l'économie québécoise.

Les 62 organismes de théâtre soutenus financièrement par le Conseil des arts et des lettres du Québec en 1997-1998 ont généré des revenus totalisant 43,9 millions de dollars dont près de 46 % sont des revenus d'exploitation ; l'aide des différents gouvernements atteint 21 millions de dollars, soit l'équivalent de 48 % de tous les revenus des organismes ; l'aide du secteur privé compte pour près de 7 % de tous les revenus et s'élève à 2,9 millions de dollars. Les organismes ont rejoint 1,5 million de personnes lors des 5 305 représentations offertes au cours de la saison.

Les organismes de théâtre ont employé 3 761 personnes dont la plupart occupait un emploi à titre de travailleur autonome. Le salaire annuel moyen des employés était de 6 333 \$; le nombre de semaines travaillées s'élève à 9 semaines en moyenne par personne.

Ces renseignements sont de nature à permettre une lecture précise de la situation qui prévaut dans le secteur théâtral au Québec en vue de mieux cibler les interventions tant pour les gestionnaires des organismes que pour ceux des secteurs privé et public.

Notons finalement, que le portrait économique peut être modifié depuis la dernière année de référence, soit 1997-1998, puisque depuis ce temps, le gouvernement du Québec, alerté par le Conseil sur la situation déficitaire alarmante d'une portion importante des organismes, a annoncé successivement des mesures spéciales visant leur redressement financier, tels les crédits octroyés par Loto-Québec ou la mise sur pied du Fonds de stabilisation et de consolidation des arts et de la culture du Québec. De plus, le Conseil des Arts du Canada connaissait, en 1998-1999, une augmentation substantielle récurrente de son budget. Enfin, le Conseil des arts et des lettres du Québec a accordé des crédits ponctuels supplémentaires au printemps 2000. Les impacts de tous ces crédits nouveaux ne pourront être mesurés qu'ultérieurement.

Annexe 1

**Statistiques sur la situation financière
et les activités des organismes de production
en théâtre subventionnés par le
Conseil des arts et des lettres du Québec
de 1994-1995 à 1997-1998**

Annexe 2

**Statistiques sur l'emploi
dans les organismes de production
en théâtre subventionnés par le
Conseil des arts et des lettres du Québec
en 1998-1999**